Monsieur le Procureur,

Rita Karasartova, directrice de l’Institut d’analyse publique et membre du Mouvement

démocratique uni du Kirghizistan, a consacré sa vie à prodiguer des conseils juridiques aux

personnes dont les droits ont été violés. Elle a été arrêtée en octobre 2022 pour avoir participé à

des manifestations pacifiques contre un accord frontalier controversé avec l’Ouzbékistan.

Incarcérée plusieurs mois dans une cellule exiguë, sans accès à des soins médicaux, Rita est

aujourd’hui assignée à résidence. Elle est accusée d’avoir cherché à « renverser le gouvernement

par la force », une infraction passible de quinze ans de prison.

En tant que membre/sympathisant(e) d’Amnesty International, je vous demande de lever

l’assignation à résidence et d’abandonner les charges retenues contre Rita. Elle doit pouvoir

mener ses activités en faveur des droits humains sans craindre de représailles. Veuillez agréer,

Monsieur le Procureur, l’expression, de ma haute considération.